



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/108 du 09 septembre 2022
imposant des prescriptions complémentaires à la société Aéroports de Paris – CTFE Bis
pour l'exploitation d'une centrale frigo-électrique Pôle production d'énergie,
Aéroport Charles de Gaulle, 7 rue des Acacias
au MESNIL-AMELOT (LE) (77 990)**

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V, particulièrement ses articles L. 515-28 à L. 515-31 et R. 515-58 à R. 515-84 ;

Vu le décret du Président de la République en date 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°22-BC-063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion (BREF LCP) ;

Vu l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation IED au titre de la rubrique n°3110 (combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale égale ou supérieure à 50 MW) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 autorisant la société Aéroports de Paris – CTFE Bis sise bâtiment 6100, rue des acacias au MESNIL-AMELOT à étendre une centrale frigo-électrique ;

Vu le dossier de demande de réexamen des émissions industrielles reçu le 06 août 2018 de la société Aéroports de Paris – CTFE Bis ;

Vu le porter à connaissance transmis par la société Aéroports de Paris – CTFE Bis par courrier daté du 09 septembre 2021 ;

Vu le rapport E/22-1550 du 22 juillet 2022 de l'inspection des installations classées porté à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le courrier préfectoral E/22-1550 du 22 juillet 2022 de transmission à la société Aéroports de Paris – CTFE Bis d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire et l'invitant à formuler ses observations sur ce projet sous un délai de 15 jours ;

Vu les observations de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité dans son courrier du 08 août 2022 ;

Considérant qu'au regard des prescriptions de l'arrêté du 03 août 2018 susvisé, et du rapport de réexamen IED, il convient d'actualiser les dispositions relatives à la surveillance des rejets atmosphériques de la société Aéroports de Paris - CTFE Bis pour les NOx ;

Considérant que le dossier déposé par la société Aéroports de Paris prend en compte les meilleures techniques disponibles ;

Considérant que les éléments du dossier de réexamen déposé par la société Aéroports de Paris – CTFE Bis justifient la conformité de l'installation aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF LCP ;

Considérant que le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 reste applicable sauf si ces prescriptions sont contraires ou modifiées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

La situation administrative décrite à l'article 1.2.1, chapitre 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 susvisé est remplacée par les dispositions suivantes :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Activité concernée sur le site	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	3 chaudières de 19,2 MW chacune (sur les 5 prévues initialement), soit une puissance totale de 57,6 MW + 1 groupe électrogène de secours de 0,18 MW et deux de 1,35 MW chacun. Seules les chaudières d'une puissance unitaire supérieure à 15 MW entrent dans les critères IED.	A
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle,...(installations de) : 1. a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	6 TAR de 4,5 MW soit 27 MW 5 TAR de 5,4 MW soit 27 MW La puissance totale des installations maximale est de 54 MW	E

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Activité concernée sur le site	Régime
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés [...] 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg.	6 groupes frigorifiques (GF5 à GF10) de 1 600 kW et 2 100 kg de R134a. La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente est de 12 600 kg.	DC
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburant de substitution [...] : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieur à 1 000 t au total.	Stockage de FOD : 2 cuves enterrées de 100 m ³ pour les chaudières 1 cuve enterrée de 3 m ³ pour le groupe électrogène 1 cuve enterrée de 30 m ³ connectée à l'aire de dépotage (maintenue vide en fonctionnement normal) Le FOD présente une densité moyenne de 0,85. La capacité totale équivalente est donc de 233x0,85 = 198,05 t	NC

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classée

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative aux grandes installations de combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF grandes installations de combustion (LCP).

Article 3 :

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° de fût	N° de cheminée	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
I	1	Chaudière GC1	19 MW	Mixte : Gaz naturel / FOD
	2	Chaudière GC2	19 MW	Mixte : Gaz naturel / FOD
II	3	Chaudière GC3	19 MW	Gaz naturel

Article 4 :

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

Appareil	Conduit (cheminée)	Hauteur	Diamètre	Débit nominal	Vitesse d'éjection minimale au fonctionnement nominale
Chaudière GC1	Conduit 1 (fût 1)	33 m	1,10 m (fût 2,70 m)	23 000 Nm ³ /h	8 m/s
Chaudière GC2	Conduit 2 (fût 1)	33 m	1,10 m (fût 2,70 m)	23 000 Nm ³ /h	8 m/s
Chaudière GC3	Conduit 3 (fût 2)	33 m	1,10 m (fût 3 m)	23 000 Nm ³ /h	8 m/s

Article 5 :

les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ;
- à une teneur en O₂ de 3 %.

Les effluents atmosphériques respectent les valeurs limites et les fréquences de surveillance suivantes:

Paramètre	GC1 / GC2		GC3	Fréquence de surveillance
	Valeur limite Gaz naturel (mg/Nm ³)	Valeur limite FOD (mg/Nm ³) (utilisé en secours <500 h/an)	Valeur limite Gaz naturel (mg/Nm ³)	
Poussières	H : 10 J / M / A : 5	20	H : 10 J / M / A : 5	En continu
SO ₂	H : 70 J / M / A : 35	170	H : 70 J / M / A : 35	
NO _x	H : 200 J / M / A : 100	150	H : 200 J / M / A : 100	
CO	H : 200 J / M / A : 100	100	H : 200 J / M / A : 100	
HAP	A : 0,1	0,1	A : 0,1	Annuelle
COV	A : 110	110	A : 110	

H : horaire ; J : journalière ; M : mensuelle ; A : annuelle

L'exploitant réalise un suivi du débit et de la vitesse des rejets.

Article 6 :

les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Combustible	Gaz naturel		FOD	
	Flux horaire par chaudière (kg/h)	Flux annuel total (kg/an)	Flux horaire par chaudière (kg/h)	Flux annuel total (kg/an)
Flux				
Poussières	0,075	1 046	0,37	370
SO ₂	0,52	7 254	3,91	3 910
NO _x en équivalent NO ₂	2,3	32 085	3,45	3 450
CO	1,49	20 785	1,59	1 590
HAP	0,0015	20,92	0,0016	1,6
COV (en carbone total)	1,64	22 878	1,74	1 740

Article 7 :

Après le chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IC 327 du 21 décembre 2007 susvisé, il est inséré un nouveau chapitre 4.4 rédigé comme suivant :

4.4 Surveillance périodique des eaux souterraines et des sols

La surveillance de l'état des eaux souterraines et des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés, selon les normes en vigueur, au minimum tous les 5 ans pour les eaux souterraines et tous les 10 ans pour les sols.

Un rapport contenant les résultats des relevés et des mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant l'obtention des résultats. Le rapport est commenté.

Article 8 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 10 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 12 : Notification et exécution

- ❑ le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- ❑ le Sous-Préfet de Meaux,
- ❑ le Maire du Mesnil-Amelot (Le),
- ❑ la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- ❑ la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 09 septembre 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE pour publication sur le site internet des services de l'État),
- la Sous-préfecture de Meaux,
- le Maire du Mesnil-Amelot (Le),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.